

Sayegh, Raymond. *Les conflits dans les zones de crise : le Proche-Orient et le Liban : Essai de polémologie, de géopolitique et de sociologie*. Cousset (Suisse), Delval, 1986, 264 p.

Adnan Moussally

Volume 18, numéro 2, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702195ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702195ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Moussally, A. (1987). Compte rendu de [Sayegh, Raymond. *Les conflits dans les zones de crise : le Proche-Orient et le Liban : Essai de polémologie, de géopolitique et de sociologie*. Cousset (Suisse), Delval, 1986, 264 p.] *Études internationales*, 18(2), 472–473. <https://doi.org/10.7202/702195ar>

question de l'accord libano-israélien, signé sous l'égide des États-Unis le 17 mai 1983. Il ne précise pas ici, quelle est cette nouvelle donne et n'explique pas les raisons de l'abrogation de cet accord (échec de la politique américaine au Proche-Orient). Il ne souligne pas non plus les avantages qu'il octroie à Israël: a) une reconnaissance par le Liban. Il estime par contre que c'est Israël qui reconnaît le Liban dans sa frontière de 1923; on se demande comment puisque l'accord prévoit la présence d'un personnel sous commandement israélien au sein de l'armée libanaise à la frontière, b) des avantages économiques, c) une abrogation de l'accord du Caire entre l'État libanais et les Palestiniens.

Dans sa conclusion, Hof met en relief l'importance du rôle des chi'ites pour parvenir à une « paix en Galilée ». Seul un gouvernement central fort peut faire appliquer un accord. Or pour qu'un tel gouvernement existe, il faut un partage du pouvoir avec les chi'ites qui constituent la communauté la plus importante en nombre au Liban. Est-ce la position de Washington ?

Nelly NAJJAR

*Département de science politique
Université du Québec à Montréal*

SAYEGH, Raymond. *Les conflits dans les zones de crise: le Proche-Orient et le Liban: Essai de polémologie, de géopolitique et de sociologie*. Cousset (Suisse), Delval, 1986, 264 p.

L'Histoire nous renseigne sur la vulnérabilité des États et des concepts qui les soutiennent. Le Liban ne fait pas exception à la règle. Il risquerait de disparaître de la carte, de ne pas survivre à la crise qui secoue ses fondements, à moins d'en diagnostiquer le mal et d'en trouver le remède. L'auteur, un universitaire libanais attaché à son pays, admet que la tâche sera ardue en raison de la complexité du problème et de ses ramifications.

Raymond Sayegh soutient qu'on ne peut isoler le drame libanais du conflit israélo-arabe. La présence de réfugiés palestiniens au Liban est la conséquence immédiate de la création de l'État d'Israël en 1948 et des guerres subséquentes qui ont opposé Arabes et Israéliens. Profitant de la faiblesse de l'État libanais, ces Palestiniens ont réussi à créer un État dans l'État et à s'ingérer dans les affaires internes du pays d'accueil.

Il s'ensuit que toute tentative de décrispation de la crise libanaise doit passer par une compréhension du conflit israélo-arabe. Sans parti pris, l'auteur expose les thèses israélienne et arabe. *Grosso modo*, les sionistes appuient leurs revendications territoriales sur des arguments historique, religieux, juridique, économique et humanitaire alors que pour les Arabes, Israël représente une société monolithique qui nie le nationalisme palestinien. Bien qu'ils dénoncent les crimes commis à l'endroit des juifs par les Européens, ils refusent que la compensation soit faite à leurs dépens. Qui plus est, Israël occupe des territoires arabes (Golan syrien, enclave de Taba), interprète cavalièrement la résolution 242 qui stipule le retrait de ses troupes des territoires occupés en 1967 et récuse toute base territoriale à une éventuelle autonomie des Palestiniens.

Les dirigeants arabes qui ne s'entendaient pas entre eux sur une stratégie commune mettant à profit leurs ressources, vont mener une politique contradictoire en ce qui a trait au problème palestinien, surtout au Liban. D'un côté, ils appuieront la résistance palestinienne et de l'autre, ils soutiendront la souveraineté du gouvernement libanais sur l'ensemble de son territoire.

Pour désamorcer cette bombe à retardement, les intervenants ne manquaient pas. L'ONU, la communauté européenne, les pays arabes et islamiques, les E.U., l'URSS et Israël ont tous avancé des projets de solution. On y note quelques progrès en ce qui concerne l'acceptation du principe d'autodétermination, du cadre des négociations et l'on s'accorde à réclamer une paix en échange de territoires. Mais la plupart de ces propositions achoppent encore sur le refus d'Israël de reconnaître l'OLP, d'accepter la création d'un État palesti-

nien ou de remettre en cause le statut de Jérusalem. Raymond Sayegh soutient qu'on pourrait contourner ces écueils, si on substituait la notion de peuple à celle d'État et pense que la formule confédérative serait toute indiquée.

Débarassé de ses hôtes indésirables que sont les Palestiniens par le règlement de leur contentieux, le Liban pourrait se trouver une solution à ses problèmes. La formule proposée prétend tenir compte du réel socio-politico-culturel. Les politiques externe et interne du Liban devenant réversibles, la société plurale au territoire exigu se doit de rejeter le Pacte national, le monocalisme et la rigidité de l'État et opter pour un pacte écrit, le fédéralisme, la déconcentration et la décentralisation.

Ce livre répond à un besoin, on ne peut plus urgent, de comprendre les tenants et aboutissants de la crise libanaise. La corrélation que fait l'auteur entre le conflit israélo-arabe et la guerre du Liban est très judicieuse. On comprend alors que le règlement du premier problème s'impose, comme préalable, au traitement de l'autre. L'analyse de Raymond Sayegh, qui se voulait scientifique, reste cependant entachée d'un parti pris commun aux nostalgiques du Liban d'hier qui se servent des Palestiniens comme boucs émissaires de la catastrophe. Quant aux solutions avancées, elles pèchent par manque de réalisme politique et les quelques réformes suggérées pour assainir le climat sont dépassées par les événements: « *It is too little, too late* ». Le débat aujourd'hui se situe au niveau idéologique et non plus au niveau constitutionnel.

Adnan MOUSSALLY

*Collège militaire royal
Saint-Jean, Québec*

The Annals of the American Academy of Political and Social Science, Vol. 482 (November 1985), Thomas Naff and Marvin E. Wolfgang (Special editors), *Changing Patterns of Power in the Middle East*, Beverly Hills (CA), Sage Publications Inc., 1985, 223 p.

C'est au problème du changement et des transformations socio-politiques au Moyen-Orient que les *Annals* consacrent leur livraison de novembre 1985. On ne peut manquer, à la lecture de cette publication, d'être frappé par le paradoxe créé par l'immobilisme diplomatique qui affecte la région du Moyen-Orient tout entière d'une part et le bouillonnement des sociétés en crise à la recherche de nouveaux modèles de pouvoir, d'autre part. Cette contradiction traverse l'ensemble des articles réunis dans les *Annals*. Les études se partagent en articles visant à élucider la politique des puissances dans la région et en analyses scrutant les transformations qui affectent les sociétés moyen-orientales.

Y a-t-il une possibilité d'action diplomatique pour les États-Unis au Moyen-Orient? À cette question, l'ambassadeur d'Égypte aux États-Unis qui signe le premier article répond par l'affirmative. Soulignant les bienfaits diplomatiques de Camp David, M. El-Reedy ne peut cependant s'empêcher de constater que la dynamique de paix attendue des Accords n'a pas vu le jour. Pour l'Égypte, seule une relance diplomatique américaine dans la région pourrait donner un nouveau souffle au processus de paix. L'offensive diplomatique américaine n'est cependant pas perceptible. Les États-Unis ne sont pas intéressés par une solution diplomatique au Proche-Orient, parce qu'ils ne voient pas l'urgence qu'il y aurait à l'entreprendre ni le bénéfice immédiat qu'elle pourrait leur apporter. Tel est l'avis de P. Stoddard qui dans une approche intéressante de la politique de l'administration américaine actuelle conclut que pour le président Reagan le conflit israélo-arabe ne représente pas une menace directe pour les intérêts nationaux américains. C'est pourquoi, l'administration américaine ne considère pas qu'il existe dans l'immédiat une nécessité impérieuse d'apporter une solution au conflit du Proche-Orient.